



PRÉFÈTE DE LA SARTHE

**DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES
COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'Utilité Publique**

Arrêté n° DIRCOL 2016-0626 du 28 novembre 2016

**OBJET : Installations classées pour la protection de l'environnement
Agrément pour le ramassage des huiles usagées dans le département de la Sarthe
Société PROTEC**

**LA PRÉFÈTE DE LA SARTHE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

VU le code de l'environnement, les titres I et IV de son livre V et notamment l'article R515-37 ;

VU le code des relations entre le public et l'administration ;

VU l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 modifié relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées ;

VU la demande d'agrément déposée le 31 août 2016 par la SAS PROTEC, dont le siège social est situé "La Sacristie" à Nouâtre (37800) ;

VU l'avis de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie en date du 6 octobre 2016 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 20 octobre 2016 ;

CONSIDERANT que la demande d'agrément déposée le 31 août 2016 comporte l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2 de l'annexe de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRETE

Article 1

La SAS PROTEC, dont le siège social est situé "La Sacristie" à Nouâtre (37800) et qui dispose d'une unité de stockage au lieu-dit "Les Petites Boires" à Nouâtre (37800) est agréée, dans les conditions fixées par l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 susvisé pour assurer le ramassage des huiles usagées dans le département de la Sarthe.

Article 2

Cet agrément est accordé pour une durée de cinq ans à compter du 28 novembre 2016.

Article 3

Le ramasseur agréé devra respecter les obligations prévues au titre II de l'annexe de l'arrêté du 28 janvier 1999 en ce qui concerne la collecte, le stockage et la cession des huiles usagées.

Article 4

Le titulaire de l'agrément adresse annuellement à l'inspection des installations classées, une synthèse des tonnages d'huiles collectées dans le département de la Sarthe.

Article 5

Le non-respect par le titulaire de l'agrément de l'une de ses obligations énumérées au titre II de l'annexe de l'arrêté du 28 janvier 1999 peut entraîner le retrait de l'agrément conformément aux dispositions de l'article R543-10 du code de l'environnement.

Article 6

Une copie du présent arrêté est publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Sarthe et dans deux journaux de la presse locale ou régionale diffusés dans le département. Les frais de publication sont à la charge du titulaire de l'agrément.

Article 7

La présente décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification qui en sera faite :

- soit en saisissant d'une requête gracieuse le préfet de la Sarthe,
- soit en formant un recours hiérarchique auprès du ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer,
- soit en saisissant le tribunal administratif de Nantes.

En l'absence de réponse au recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois à compter de la date du recours, il y aurait rejet implicite et le tribunal administratif pourrait être saisi dans les deux mois suivant l'expiration de ce délai de deux mois.

Article 8

Le Secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire et le délégué régional à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LA PRÉFÈTE
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Thierry BARON